

Au Liban, le recyclage des déchets à portée de clic

Depuis le mois d'avril, les Beyrouthins soucieux de l'environnement bénéficient d'un système de ramassage à la demande, à domicile et gratuit, gérable par smartphone via une application.

Par Benjamin Barthe Publié le 26 novembre 2018 à 02h20 - Mis à jour le 26 novembre 2018 à 06h25

LETTRE DE BEYROUTH

Trop loin, trop cher, trop compliqué. Pour les Libanais à la fibre écolo ou simplement citoyenne, le tri des déchets ménagers a longtemps ressemblé à un casse-tête. Les municipalités n'assurant pas de collecte sélective, il leur fallait prendre leur voiture et conduire jusqu'au centre de tri le plus proche, le sac de détritiques recyclables dans le coffre. Ou bien payer 10 ou 20 dollars (9 à 18 euros) à une association, pour qu'elle s'acquitte de la course à leur place.

« Ce n'était pas pratique. Même quand on était prêt à mettre cette somme, il était fréquent que les gens censés récupérer vos poubelles ne viennent pas, ou bien arrivent en retard, raconte Georges Bitar, membre de Live Love Lebanon, une ONG de promotion de la culture et de la nature. Je me suis parfois retrouvé avec dix ou vingt sacs de déchets plastiques et papiers entassés dans mon appartement. »

Béquille de l'Etat libanais

Mais depuis le mois d'avril, les Beyrouthins soucieux de l'environnement ont une solution : un système de ramassage à la demande, à domicile et gratuit, gérable par smartphone. Il suffit de cliquer sur une application créée à cet effet pour être débarrassé en une demi-heure de ses déchets non organiques.

La collecte est assurée par des ramasseurs en tuk-tuk ou mobylettes électriques, issus pour la plupart de la communauté syrienne réfugiée au Liban. Le contenu des sacs est ensuite transféré à l'ONG Arcenciel, béquille de l'Etat libanais, spécialisée dans l'aide aux personnes en difficulté, dont l'une des activités phares est le recyclage.

« On s'était fixé un objectif modeste, 300 téléchargements de l'application en un mois, se remémore Georges Bitar, l'un des fondateurs du projet. On nous disait que les Libanais n'étaient pas prêts pour le tri. En fait, on a atteint les 300 téléchargements en deux jours et aujourd'hui, on est à 15 000. Le taux de recyclage est encore très très bas au Liban [on l'estime à moins de 10 %, contre 40 % en France et 66 % en Allemagne]. Mais les mentalités commencent à changer. »

Le déclic a bien sûr été la crise des poubelles, à l'été 2015 : l'envahissement des rues de Beyrouth par une marée d'ordures, après la fermeture de la principale décharge du pays, totalement saturée. Echaudé par l'incurie du gouvernement, Georges Bitar contacte Uber, le service de location de voitures avec chauffeur, qui lui prête sa technologie. Puis il loue des

voitures, recrute des volontaires et improvise, dans l'urgence, un système de collecte des déchets recyclables. Le succès est immédiat, mais l'arrangement avec la start-up californienne s'arrête au bout de deux semaines.

Le trentenaire de Live Love Lebanon crée alors sa propre « app » et part en quête d'investisseurs. Après deux ans de démarches infructueuses, il attire l'attention du bureau beyrouthin de l'ONG humanitaire française ACTED, très impliquée dans l'aide aux Syriens, qui représentent plus d'un quart de la population du Liban. Les deux organisations s'accordent pour embaucher des réfugiés, obtiennent à ce titre des financements de l'agence de coopération internationale allemande pour le développement et c'est ainsi que « Live Love Recycle » voit le jour.

« Ça a été un énorme défi, dit Georges Bitar. Une partie de nos recrues ne savent ni lire ni écrire. On a passé des mois à les former à l'usage de l'app, à la conduite des tuk-tuk et des mobylettes, et au contact avec les usagers. » Les débuts sont encourageants. Les 400 collecteurs, payés 200 dollars pour 60 heures par mois, sillonnent la capitale dans tous les sens. Certains mois, près de 3 000 demandes sont traitées, représentant plusieurs dizaines de tonnes de déchets. « L'app a même été utilisée par la présidence libanaise et l'ambassade de France », indique en souriant Ciara Noone, chargée des questions sanitaires à ACTED Liban.

Initiatives « eco-friendly »

Des problèmes administratifs, liés à l'enregistrement de la flotte des deux et trois roues, et au fait que beaucoup des employés syriens ne disposent pas de papiers en règle, ont ralenti le projet ces derniers temps. Mais les responsables espèrent repartir de l'avant, grâce notamment à l'implantation de bennes, dans plusieurs quartiers de la capitale, permettant aux ramasseurs de réduire leur temps de trajet. « Au début, le gouvernement ne croyait pas beaucoup en notre projet, mais maintenant c'est sur la bonne voie », assure Georges Bitar.

D'autres initiatives « eco-friendly » ont fleuri dans le pays ces derniers mois. La municipalité de Byblos, sur la côte, au nord de Beyrouth, par exemple, a décrété l'interdiction des sacs plastiques à partir de l'année prochaine. Celle de Bikfaya, dans la montagne, organise des campagnes de sensibilisation au tri sélectif. De plus en plus de services de livraisons de nourriture à domicile incluent dans leur app l'option « sans article en plastique ».

« On ressent un intérêt grandissant pour les questions environnementales, observe Ciara Noone. Ce dont on a besoin maintenant, c'est d'un effort d'institutionnalisation. » Une loi-cadre sur la gestion des déchets a été approuvée par les députés en octobre, plus de dix ans après son élaboration. Mais le texte s'est attiré les foudres de la société civile, qui le juge trop lacunaire et redoute qu'il n'encourage la pratique de l'incinération des déchets, responsable de nombreux problèmes de santé. « Les pouvoirs publics doivent s'engager plus avant, mais les citoyens aussi doivent faire leur travail, dit Georges Bitar. Avant de critiquer l'Etat, il nous appartient à nous tous, habitants de la planète, de repenser notre façon de consommer. »

Benjamin Barthe (Beyrouth, correspondant)